



UNION EUROPEENNE

Délégation de l'Union européenne en République du Sénégal

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dakar, le 28 avril 2016

**Prévention des accidents chimiques industriels : Dakar accueille, les 28 et 29 avril, une formation d'experts régionaux dans le cadre d'un projet de l'Union européenne**

Le Sénégal est l'hôte d'un atelier d'experts régionaux sur les risques d'accidents liés à l'utilisation industrielle de produits chimiques. L'objectif de l'évènement organisé par l'Union Européenne (UE) est de former les participants issus de 8 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre au système général harmonisé, qui reprend les critères de classification, et les éléments de communication sur ces dangers. Ce mécanisme a été adopté en 2003, par le Conseil Economique et Social de l'Organisation des Nations-Unies, pour assurer une meilleure prévention des risques grâce à une meilleure coordination entre ses membres.

Avec une croissance annuelle de son PIB de 5,1%, ces dix dernières années et des échanges avec le reste du monde qui ont triplé au cours de la dernière décennie, l'Afrique a connu une augmentation exponentielle de l'utilisation de produits chimiques dangereux à usage industriel (peintures...), agricole (pesticides, engrais) et alimentaire (colorants...). Avec celle-ci, le risque d'accident est considérablement accru. Connaissant une activité industrielle grandissante se concentrant aux alentours de la zone très fréquentée du Port de Dakar, qui à elle seule ne compte pas moins de 159 installations classées, le Sénégal est particulièrement concerné par cette menace. Dans ce contexte, un accident aurait aujourd'hui des conséquences bien plus graves que le terrible drame de la SONACOS en 1992 qui avait coûté la vie à 129 personnes et fait 1150 blessés.

Cette action est inscrite dans le cadre d'un projet de l'UE, dont l'objectif est d'aboutir à la mise en place, au niveau de chacun des pays participants, d'un mécanisme de prévention d'accidents graves sur les installations classées. Le risque zéro ne pouvant toutefois jamais être atteint, le projet cherche aussi à rendre les équipes d'intervention capables de réagir de manière rapide et efficace en cas d'incidents pour limiter l'impact sur la santé humaine et sur l'environnement. Enfin, le projet vise à améliorer les capacités des autorités à assurer une reprise rapide des activités, notamment économiques.

Ce projet s'inscrit, lui-même, dans le cadre d'une initiative plus large de l'UE dite des "Centres d'Excellence pour la réduction des risques NRBC". Cette action de portée mondiale, qui regroupe 54 pays autour de 8 bureaux régionaux, cherche à renforcer la coordination politique et opérationnelle dans ce domaine. Faisant figure de pionnier, le Sénégal fait partie, depuis novembre 2011, du centre régional pour la façade atlantique africaine qui comprend 8 autres pays. Il a déjà bénéficié de 15 projets sur des aspects divers de la problématique tels que le renforcement du cadre juridique, la détection des matériaux suspects, le contrôle aux frontières ou le suivi des substances à double usage.

A l'occasion de cet atelier, M. Antoine Gouzee de Harven, représentant de la Délégation de l'UE, a précisé que le but final de ce projet était : *"de réduire les risques de survenance de ces accidents aux conséquences dramatiques pour les populations en termes de perte de vies humaines mais aussi pour les états en termes de coûts sociaux-économiques et environnementaux"*.

Délégation de l'Union européenne au Sénégal  
12 Av. Hassan II (ex A. Sarraut), BP 3345, Dakar  
T +221 33 889 11 00/ F +221 33 823 6885  
[delegation-senegal@eeas.europa.eu](mailto:delegation-senegal@eeas.europa.eu)  
[eeas.europa.eu/delegations/senegal](http://eeas.europa.eu/delegations/senegal)  
[www.facebook.com/duesenegal](https://www.facebook.com/duesenegal)

Contact presse:  
Rose Kane  
[rose.kane@eeas.europa.eu](mailto:rose.kane@eeas.europa.eu)

## Contexte:

L'initiative des Centres d'Excellence pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques, et nucléaires (NRBC) a été lancée par l'Union européenne (UE) en 2010. Elle a pour objectif la prévention, la préparation et la gestion d'après-crise aux incidents NRBC. Ceux-ci peuvent être de nature criminelle (trafic, vol, prolifération, sabotage), accidentelle (catastrophes industrielles, traitement des déchets) ou naturelle (pandémies, etc.). Cette action a pour but de promouvoir la coopération politique et opérationnelle aux niveaux national, régional et international.

Financée par l'UE à hauteur de 185 millions d'euros (environ 122 milliards F CFA) pour la période 2010-2017, cet effort est mis en œuvre à travers son Centre Commun de Recherche et l'Institut interrégional de recherche des Nations-Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI).

Le réseau des Centres d'Excellence est actuellement présent dans plus de 54 pays partenaires à travers le monde, regroupés au sein de huit bureaux régionaux pour : la Façade Atlantique Africaine, l'Afrique Centrale et Orientale, l'Afrique du Nord, l'Europe du Sud-Est, le Moyen-Orient, les Pays du Conseil de Coopération du Golfe, l'Asie du Sud-Est, et l'Asie Centrale.

Ces bureaux, hébergés dans un pays de chaque région, assurent la coordination régionale de l'initiative, promeuvent la coordination politique et opérationnelle entre les pays participants, et facilitent l'échange de bonnes pratiques par la mise en place d'un réseau d'expertise.

Le Sénégal fait partie du bureau régional pour la façade atlantique africaine qu'il a contribué à créer en novembre 2011. Ce dernier, basé à Rabat, est actuellement composé de huit autres pays, à savoir le Maroc, la Mauritanie, le Liberia, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin, le Cameroun et le Gabon. Six autres pays ont également exprimé leur intérêt.

Le pays participe à plus d'une douzaine de projets régionaux et internationaux en cours. Ceux-ci couvrent des domaines et aspects variés de la thématique NRBC tels que le cadre juridique, la détection, l'intervention en cas d'incidents, la gestion des déchets, les importations et exportations, le contrôle des frontières, les substances à double usage, et l'échange de bonnes pratiques.

Pour la mise en œuvre de l'initiative, les pays participants désignent un point focal national chargé de coordonner une équipe nationale composée de représentants des ministères ainsi que des agences et institutions nationales qui sont parties prenantes de la réduction des risques NRBC.

Par le biais de cette équipe, chaque pays s'engage à réaliser une évaluation des besoins, élaborer un plan d'action national, ainsi qu'à identifier et mettre en œuvre des projets.

Pour plus d'informations: <http://www.cbrn-coe.eu/AboutCoE.aspx>